

La Presse

I . La Presse. 1836-11-14.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

ANNONCES : 1 fr. 50 c. la ligne
On les reçoit
aux bureaux du Journal,
RUE DE LA JUSSIEU, 11.

LA

PRESSSE

Les Abonnements datent
des 1 et 15 du mois.
On s'abonne à Paris,
RUE SAINT-GEORGES, 16.

GRANDE-BRETAGNE.

— LONDRES, 11 novembre. — Quelques journaux du jour annoncent que M. Mendizabal a révoqué les instructions par lui données à M. Doron pour le paiement du dividende de Novembre, et que des bons du trésor seront offerts aux créanciers, en remplacement des délégations sur l'île de Cuba. Nous croyons que la semaine prochaine, M. Mendizabal fera de nouvelles propositions aux créanciers, et comme ce ministre ne saurait se maintenir longtemps au pouvoir, il est probable que son successeur voudra, de son côté, imaginer quelque projet pour sortir d'embarras. Le comité de la Bourse ne devrait pas laisser passer inaperçues les affaires de la régence. Le mode de paiement offert par M. Mendizabal est illusoire, et les bons du trésor qu'il prétend émettre à cet effet, devraient être exclus de la Bourse comme toutes les valeurs des états réputés insolubles.

FRANCE.

PARIS, 15 NOVEMBRE.

LE ROI DE NAPLES ET LE DUC D'ORLÉANS.

En nous voyant nous réjouir publiquement aujourd'hui, comme certains journaux, du mariage manqué, on ne se trompera pas, nous l'espérons, aux motifs de notre joie. C'est avec une terreur réelle que nous avons vu le roi de Naples venir nous demander une fille de France. Nous connaissons, pour l'avoir visitée, la terre sur laquelle on allait transplanter notre royale compatriote; nous connaissons, pour l'avoir étudié, l'homme auquel la politique allait sacrifier une jeune et fraîche destinée. Nous nous étions donc sentis prendre de pitié pour cette princesse si artiste, que nous étions habitués à regarder comme une de nos jeunes gloires. Pour nous l'héritière royale avait disparu, nous n'avions plus devant nous que la jeune fille sacrifiée, et nous nous étions appitoyés à ses malheurs comme à un drame de famille. C'est alors que pour combattre autant qu'il était en nous cette politique princière, ces convenances de cour, ces alliances de royaumes qui font le malheur des rois sans faire le bonheur des empires, nous publiâmes les lettres de Caprée qui dénonçaient à la face de tous, ces crimes qui, long-temps, n'eurent à craindre que l'enregistrement de l'histoire, mais qui de nos jours sont devenus passibles du jugement des peuples. Nous voulûmes (qu'on nous passe cette expression bourgeoise) donner à la famille de la fiancée des renseignements sur la moralité du futur; nous nous inquiétâmes peu alors, si nous blessions des convenances de parenté, comme nous nous occupons peu aujourd'hui, si nous allons flatter de royaux amours-propres : alors nous cédions à un mouvement de pitié privée, aujourd'hui nous obéissons à un sentiment de dignité nationale; alors peu nous importait que le Palais-Royal fut blessé de notre opposition, aujourd'hui peu nous inquiète que les Tuileries soient reconnaissantes de notre alliance. Nous ne sommes ni les soudoyés d'un gouvernement, ni les séides d'une faction; nous n'avons point aux poignets les menottes d'un parti, nous ne traînons point aux pieds le boulet d'une subvention : nous n'avons engagé notre parole qu'à la France.

Le roi de Naples a vingt-six ans. Parvenu au trône à l'époque où nos jeunes gens sortent du collège, il n'y a même pas apporté cette éducation banale que notre bourgeoisie donne à ses enfants. L'abbé Olivieri a été l'instituteur des trois frères, et il a laissé ses royaux écoliers aussi insouciers des gestes antiques que des faits modernes. Né en Sicile, élevé à Naples, habitant cette terre classique où l'on ne peut faire un pas sans couloyer la fable ou marcher sur l'histoire, Ferdinand n'a rien appris des différentes révolutions qui se sont succédées depuis vingt siècles. Pour lui Naples et Palerme sont sans souvenirs et sans enseignements; il ignore ce qu'était Pétrone et comment il s'est tué dans un bain; ce qu'était Roger, et comment il a fondé un royaume; ce qu'était Caracciolo et comment il fut pendu à une vergue. S'il assiste aux fouilles d'Herculanum et de Pompeïa, ce n'est point qu'il soit curieux d'y découvrir des chefs-d'œuvre d'art, mais c'est qu'il est avide d'y trouver des objets de prix; et nous l'avons vu plus joyeux à l'an-

nonce qu'on venait de découvrir la caisse d'un banquier, dans laquelle il croyait qu'il pouvait rester de l'or, que fier de ce que, devant lui, l'on avait mis à jour la magnifique mosaïque de la maison du faune.

Du reste, Ferdinand croit racheter cette ignorance par des inclinations soldatesques. Peut-être n'a-t-on pas oublié l'admirable organisation de son armée, et MM. de Sebastiani et Latour-Maubourg peuvent se rappeler sa magnifique tenue : ils ont vu manœuvrer les 50,000 hommes qui la composent avec une exactitude mécanique qui ferait honneur aux grenadiers prussiens. Malheureusement le roi de Naples n'a point encore trouvé l'occasion de montrer ce qu'un grand général peut faire à la tête de si beaux soldats; il ne la laissera pas échapper sans doute, car si peu qu'il ait appris d'histoire, il est impossible qu'il ignore que c'est à lui que commencera l'illustration guerrière de sa famille : son grand-père Ferdinand chassait joyeusement à Palerme pendant que le cardinal Ruffo lui reconquerrait son royaume; et son père François trahissait loyalement à Naples, tandis que Carascosa et Pèpé tentaient vainement de se faire tuer aux Abruzzes. Du reste, d'après la patience dont il fait preuve envers l'Autriche, nous espérons que c'est à nous qu'il réserve les prémices de son courage, et nous prions Dieu de le fortifier dans ces bons sentiments, quoiqu'il nous ne croyons pas que sa puissance aille jusqu'à le déterminer à nous les faire connaître d'une manière positive.

Quant à ses vertus privées, nos lecteurs se rappelleront que déjà, comme Asmodée, nous avons enlevé le toit du palais royal de Naples, pour les faire assister à deux scènes conjugales, dont ils auraient vainement cherché le pendant chez nous, si bas que pour le trouver, ils aient descendu les degrés qui conduisent du peuple à la populace. Au milieu d'une orgie de sous-officiers, d'une débauche de bivouac, d'une gaité de taverne, une fille de la vieille et noble maison de Savoie, fut soufflée comme une vivandière, par la main belliqueuse de son auguste époux; elle en versa d'amères larmes, en poussa de profonds soupirs, en garda une longue rancune, puis enfin elle pardonna comme une chrétienne. Elle consentit à supporter de nouveaux les brutales caresses d'un amour si long-temps impuissant; puis, lorsque grâce à un prodige médical elle fut devenue mère; lorsqu'elle eut donné un fils à cet homme, qui n'avait pour lui succéder qu'un assassin ou un imbécille, cet homme la brisa dans une de ses colères, comme le statuaire brise le moule qui lui a donné l'épreuve qu'il désirait. Sainte-Christine martyre, priez pour celle qui vous succédera !

Mais qu'importe à l'Autriche toutes ces choses : il faut que son empire s'étende des monts Crapacks à la pointe du Pausilippe; le prince Charles a dû plier sous la volonté de l'empereur; la princesse Thérèse a dû surmonter les dégoûts qu'elle avait si hautement manifestés d'abord; elle a vu de ses yeux les deux prétendants qui se disputaient sa main; elle a pu comparer l'élégance de l'un et la vulgarité de l'autre : l'archiduc, si remarquable comme homme de guerre, aura fait quelque différence entre le siège d'Anvers et les parades de Capo-di-Monte; entre la bataille de Mascara et les exercices à feu d'Antignano. M. de Metternich, si complètement distingué en toutes choses, aura pu, dans ses conférences avec notre prince royal, parler arts, sciences et politique en quatre langues différentes, tandis que, s'il ignore le patois des lazaroni, il aura eu besoin d'un interprète pour se faire entendre de sa majesté sicilienne. Mais, sans doute, le bruit de quelques-unes de ces actions, qui font que les poètes daignent remercier les princes, aura pénétré dans le palais des Césars, et cela aura perdu le prétendant français dans l'esprit de l'empereur.

Qu'au lieu de venir présider à nos fêtes la princesse Thérèse aille donc assister aux miracles de saint Janvier et aux processions de Pie-di-Grotta. Pour peu qu'elle ait dans les veines de ce sang acre et chaud des archiduchesses d'Autriche, elle sera à riche école et à grand exemple; Coletta, Orloff et Cuoco lui apprendront quelles sont les délices amoureuses et sanglantes dont peut impunément se rassasier une reine de Naples, et nous lui indiquerons, si elle le désire, la chambre du châ-

teau de Caserte où elle retrouvera le portrait de la reine Caroline ayant à sa droite celui d'Emma Lyonna, et à sa gauche celui du ministre Acton.

Chronique politique.

Les abus qui vicient le système actuel des pensions ont été souvent signalés par la presse et par la tribune législative; à différentes époques, des députés ont fait des propositions qui tendaient à introduire des réformes dans ce système, mais elles avaient le tort d'inspirer des inquiétudes au plus grand nombre des pensionnaires de l'état en les menaçant d'une révision générale. La sagesse des chambres a écarté ces propositions; mais le gouvernement, averti depuis long-temps, devait chercher un remède au mal, et aujourd'hui on s'occupe au ministère des finances d'un projet de loi qui réglera d'une manière uniforme les droits des employés de l'état, et établira une juste proportion entre les pensions et les services. Ainsi, le trésor verra diminuer progressivement les charges énormes dont il est grevé par suite du mode qui a servi de base jusqu'ici à la fixation de ces indemnités viagères, et dont l'arbitraire et le caprice ministériels ont fait une véritable plaie pour les finances. M. Humann, pendant son ministère, s'était déjà occupé d'un travail de ce genre; mais le nouveau ministère l'a, dit-on, beaucoup modifié, et l'on assure que le nouveau projet de loi qui respecte les pensions acquises et s'abstient de toute rétroactivité, contient un ensemble de dispositions qui laisseront peu à faire à la discussion publique.

Les lettres de Rome continuent à parler des préparatifs secrets d'une expédition tentée par don Miguel et ses partisans pour opérer un débarquement d'hommes et de munitions sur les côtes du Portugal : ces lettres signalent toujours les ports de Gènes et de Civita-Vecchia comme les rendez-vous des aventuriers de tous les pays, appelés à concourir au succès de l'entreprise. Cependant il y a quelques doutes sur le but réel de l'expédition préparée dans le port qui dépend des états du saint-siège, et l'on croit assez généralement qu'elle est destinée à porter des secours à don Carlos, qu'on présumait entré à Bilbao. Du reste, toutes ces correspondances parlent des grands sacrifices que le pape et surtout le duc de Modène ont faits pour assurer la réussite de cette double expédition : le duc a fourni près de deux millions, et le pape a permis qu'un grand nombre de soldats de sa garde suisse s'enrôlassent sous le drapeau du prétendant portugais. Mais on dit que don Miguel, d'après les avis et les instances même de ses principaux officiers, restera à Gènes, et y attendra l'issue des premières opérations.

D'après les ordres du roi, Napoléon-Louis Bonaparte a été extrait de la maison d'arrêt de Strasbourg, où il était détenu, pour être transporté aux Etats-Unis sur un bâtiment de l'état. (Moniteur.)

C'est le gouvernement qui a fait transférer le jeune Louis Bonaparte de Strasbourg à Paris, et qui de là le dirige sur un de nos ports où il s'embarquera pour l'Amérique. Depuis quelques jours Mme la duchesse de St-Leu, qui avait rompu son ban et était entrée en France, avait écrit au roi pour lui recommander son fils, et demander qu'il pût s'embarquer pour l'Amérique, où elle se propose d'aller le rejoindre. Le jeune Louis Bonaparte est parti pour cette destination.

D'un autre côté, M^{me} la duchesse de Saint-Leu est repartie pour mettre ordre à ses affaires sur le continent qu'elle quittera bientôt, empressée de retrouver le fils dont on vient de préserver pour toujours l'impudence contre les intrigues politiques qui seraient tentées de spéculer sur son nom, et que désormais la reconnaissance et l'éloignement lui interdiront. (Charte de 1830.)

FEUILLETON.

THÉÂTRES. OPÉRA.

Reprise des Huguenots. — M. Meyerbeer.

Au moment où la plupart de nos lecteurs liront ce feuilleton sur les *Huguenots*, un nouvel ouvrage aura été représenté sur le théâtre de l'Opéra. C'est aujourd'hui, 14 novembre, que sera jouée *la Esmeralda*, paroles de M. Victor Hugo, musique de Mlle Bertin. Nous, qui n'avons été admis à aucune des confidences des répétitions; nous ignorons si l'alliance a été heureuse; toutefois elle nous a paru de bon goût. M. Victor Hugo a bien fait de tendre sa main puissante de poète à une femme qui n'avait d'autre appui que le *Journal des Débats*. En effet, ce soir à sept heures, toute l'influence de cette feuille patriliale sera chose finie. Ce pouvoir, qui a ouvert les portes, forcé les comités de lecture, marqué la mesure aux chanteurs et à l'orchestre, ce pouvoir sera mort. Le *Journal des Débats* ne montera pas sur la scène pour y soutenir sa fille, pour animer son œuvre, et l'emporter dans sa marche puissante. Quelque spirituels ou professeurs que soient ses écrivains, ils ne compteront ce soir que pour un des deux mille spectateurs qui seront dans la salle de l'Opéra. Le fantôme, appelé *Journal des Débats*, sera impuissant durant trois heures; il ne restera à Mlle Bertin que M. Hugo, il ne restera à la musicienne que le poète, le poète puissant, large et élevé qui marchera près d'elle, et lui tendra sa forte poésie pour s'appuyer dans la route périlleuse où elle s'est engagée; le poète, lecteur assez vigoureux pour abattre devant elle tous les obstacles; le poète, vainqueur assez riche de triomphes pour s'incliner devant le char triomphal où lui-même l'aura portée.

Nous avions donc raison de le dire, M. Hugo a fait une chose de bon goût.

Nous aimons à croire que la critique ne sera pas moins convenante et juste, et que la protection paternelle du *Journal des Débats* ne nuira pas le lendemain à Mlle Bertin après lui avoir été inutile la veille. Du moment où la toile sera levée, Mlle Bertin n'est plus ni la fille ni la sœur du *Journal des Débats*; c'est une femme, une femme pleine d'amour pour les arts, une femme qui demande à la gloire une consolation pour beaucoup de douleurs physiques. Oh! à ce titre il faut tout oublier; elle change de famille, elle devient la fille et la sœur de tout ce qui se sent dans l'âme, un noble enthousiasme pour le beau; à ce titre, nous avons pour elle des cris d'encouragement si elle faiblit, des cris de joie si elle triomphe; à ce titre, et si nous en avions la force, nous lui tendrions la main pour l'aider, au risque d'être mordu au passage par une colonne signée ou non signée.

Mais avant d'arriver à ce jugement sur une œuvre qui nous est encore inconnue, qu'on nous permette d'examiner sérieusement une œuvre déjà célèbre. Ici, nous sommes en présence d'un homme appuyé d'une main, sur les 10,000 fr. de recette qu'il fait faire tous les soirs à l'Opéra, et de l'autre, sur les cent journaux qui ont proclamé les *Huguenots* un chef-d'œuvre; c'est donc chose bien osée à nous, non pas de venir nier ce succès ou cette gloire, mais seulement de venir la discuter. Nous aurons cependant ce courage, au risque de tout ce qui pourra nous en arriver. Toutefois, nous devons dire à nos lecteurs, et à M. Meyerbeer aussi, qu'il y a dans la critique une règle de proportion qui donne une valeur particulière aux termes dont on se sert. Ainsi, si nous nous avisons de dire en parlant de Racine ou de Molière : « Cette scène est mauvaise, » cela ne signifierait pas la même chose que si nous disions en parlant de M. Jouy ou de M. Scribe : « Cette scène est mauvaise; » cela voudrait dire pour Racine et Molière : « Ceci est mauvais relativement à ce que vous faites et qui est sublime. » Ainsi, quand nous ferons sur M. Meyerbeer des observations peut-être sévères, ce sera toujours en le considérant comme un grand compositeur. Les dures vérités dites à Napoléon, par le brave Lannes, n'empêchaient pas Napoléon d'être un grand homme, et Lannes d'être son admirateur fidèle et son soldat dévoué.

Nous prenons toutes ces précautions, parce que la critique en est arrivée à ce point de ne plus pouvoir hasarder une observation sans être accusée de perfidie ou de dénigrement. Pour notre part, nous avons reçu une singulière leçon en ce genre. Pour avoir mis un de nos confrères, seulement un peu au-dessus du plus spirituel écrivain, de notre jeune littérature, nous avons été tellement coupables de perfidie et de dénigrement, que celui que nous avons déclaré supérieur à l'esprit le plus supérieur, a ajouté, à tout l'esprit qu'il a, celui de ne plus nous reconnaître, et de se détourner de nous comme d'un traître. Qu'il nous pardonne de lui avoir fait tant de mal en le plaçant si haut; il n'était pas dans notre intention de lui donner le vertige.

Quant à M. Meyerbeer, c'est une tête à ne pas se troubler, parce qu'on éprouvera un peu la couronne de lauriers qu'il a sur le front.

Les *Huguenots* sont un pas de plus dans la voie musicale que *Robert-le-Diable* avait ouverte, à notre avis, d'une manière plus heureuse; cette voie mène directement à ce que nous pourrions appeler de la *musique physique* avec la sonorité pour moyen. D'une autre part, M. Meyerbeer nous semble chercher beaucoup plus ses effets dans le rythme que dans l'idée; et lorsqu'il rencontre l'idée on dirait qu'elle n'est pour lui qu'un thème à instrumentation. Soit que son idée lui paraisse commune ou insuffisante, il absorbe presque toujours tous les ornements dont il la surcharge et dont l'oreille a grand-peine à la dégager; le plus souvent encore, il l'abandonne au moment où on se sent

pris de l'envie de la suivre, et vous jette dans une idée nouvelle qu'il quitte de même avant de l'avoir développée entièrement. Il en résulte un papillotage qui ne serait pas heureux alors même qu'il serait léger, mais qui devient plus que fatigant lorsqu'il se produit avec des masses puissantes de cuivre et des soubresauts d'orchestre tout entier. Cela tient peut-être à notre admiration pour le *faux* de Rossini. Mais nous trouvons un charme merveilleux aux larges et magnifiques développements qu'il donne à ses idées, à la manière dont il les expose, dont il les conduit et dont il les achève. C'est un père consciencieux qui n'abandonne ses enfants que lorsqu'il les a fait grandir, les a bien élevés et les a bien établis dans la tête et dans le cœur de ses auditeurs. Tout au contraire, M. Meyerbeer égare beaucoup de motifs dans sa marche, mais à peine montre-t-il l'envie de germer qu'il les étouffe sous de nouvelles semences.

Nous appuyons sur ce défaut capital de M. Meyerbeer parce que ce défaut tient à un système, à un parti pris. Dans *Robert-le-Diable* et dans les *Huguenots* il y a assez de grandes idées grandement développées pour que l'on puisse attribuer la manière de M. Meyerbeer à de l'ignorance et à de l'impudence. Il faut reconnaître que c'est un système; si ce système est bon, qu'on le suive dans sa marche, depuis *Robert-le-Diable* jusqu'aux *Huguenots*, et qu'on nous dise où nous irons après ce dernier opéra. Nous arriverons indubitablement à des œuvres où la science de l'orchestre tiendra lieu d'imagination; où l'excès de la sonorité remplacera la puissance des mélodies tirées des entrailles de la passion.

Ainsi, dès le commencement des *Huguenots* et dans l'introduction qui leur sert d'ouverture, on s'aperçoit de la prétention du compositeur à faire une œuvre de contrepoint. Encore pourrait-on dire que ce contrepoint n'est pas de la bonne école, car le plus souvent il se borne à quelques variations concertantes sur le *Choral de Luther*, qui est toujours relégué dans les basses ou le médium, et que le compositeur ne ramène qu'à l'aide de modulations brusques et difficiles à l'oreille.

L'entrée de Raoul, *Sous ce beau ciel*, est d'une mélodie charmante et qui eût été bien mieux sentie si elle eût duré plus de huit mesures. Quant à l'orgie, elle doit tout son succès au rythme, car l'idée en est peu heureuse. Les développements en sont tourmentés, et il a fallu aux exécutants une patience et un talent remarquables pour parvenir à chanter les trois temps. *Bonheur de la table*, tant il nous semble difficile et torturé.

Nous ne dirons rien de la romance : *Plus blanche que la blanche hermine* durant laquelle Nourrit accompagne si bien M. Urbane, jouant de la viole d'amour. Seulement nous sommes persuadés que Nourrit pense comme nous, qu'il n'est pas engagé à l'Opéra pour servir d'accompagnateur aux solos d'instruments qui se jouent dans l'orchestre.

Débats de la presse.

Comme on dit qu'il n'y a plus d'enfants, on peut dire qu'il n'y a plus de vieille presse. Le *Constitutionnel* se ragaillardit ce matin, et le Caveau-Moderne l'appellera ce soir un bon drille. Il fait trêve à ses lettres de Londres, de Munich, d'Avignon, à ses apologies du respectable ministre de l'église du Pec, à ses refus de sépulture, à tout ce qui rappelle ses friperies politiques d'il y a quinze ans; il quitte la plume, et, à peu près dans l'attitude qu'un plâtre de Dantan donne à Lablache, la main gauche sur le manche d'une mandoline, la main droite sur les cordes frémissantes, déguisé sous un ample manteau couleur de muraille, un large feutre rabattu sur son faux toupet irrécusable, il chante ses amours comme un tendre Grenadin ou comme un fougueux Andaloux, qu'il n'est pas, ou comme un amant infortuné d'opéra-comique, qu'il rappelle assez par sa prose et par ses accents.

Connaissez-vous les amours du *Constitutionnel*? Vous croyez peut-être que ce qu'il se plaît le plus à chanter, ce sont les projets du colosse russe, les méurs farouches établies en France par les doctrines, ou la coupable indolence des électeurs qui négligent d'aller nommer les douze candidats parmi lesquels doit être choisi un adjoint au maire; eh! bien, pas du tout; le *Constitutionnel* porte un cœur sensible, il s'endimanche superbement, et il va fêter à la barrière *Rose la blonde*, ses amours.

Les amours du *Constitutionnel* sont une chose trop importante, et qui domine de trop haut toute la politique continentale, insulaire, péninsulaire et transatlantique, pour que nous n'en tenions pas un compte fidèle dans notre revue des journaux, et pour que nous ne fassions pas répéter aux échos d'alentour le nom de *Rose la blonde*, qui a fixé enfin le léger et volage *Constitutionnel*. On l'a vu longtemps parcourant le monde, aimer, soupiner au hasard; mais le vainqueur de tant de belles est percé de la plus fine flèche d'amour, et c'est le cœur tendrement ému qu'il soupire *allegretto*, dans le bocage où douce pensée l'a entraîné, la petite romance que vous allez ouïr :

ROSE LA BLONDE.

Rose la blonde a su me plaire,
Je n'ai plus d'autres amours;
Au monde entier je la préfère;
Je veux l'aimer, l'aimer toujours.
Ainsi est pourtant bien belle;
Ses grands yeux noirs brillent d'ardeur;
On tremble, on soupire près d'elle;
Près d'elle on cherche le bonheur;
Mais son regard fier m'en impose,
Sa froideur me glace d'effroi;
J'aime bien mieux la jeune Rose,
Qui le soir se penche sur moi.

J'ai vu la brune Alménade;
Qui pourrait la voir sans l'aimer?
C'est un Zéphir, une Sylphide...
Ses grâces m'auraient pu charmer.
Mais, par une danse frivole,
Et cependant riche d'attraits,
Comme l'amour elle s'envole!
J'ai craint de la perdre à jamais!
Rose, etc.

Douce pensée, hier encore
Vers le bocage m'entraîna...
J'entends une harpe sonore...
J'approche, et crois voir Hélène.
Sa voix était plaintive et tendre...
Des pleurs déjà baignaient mes yeux...
A ses genoux, allais me rendre...
C'était... mon ange aux blonds cheveux!
Rose, etc.

La musique sur laquelle le *Constitutionnel* exhale ses accents, est de M. Félix Cazot, et nous regrettons vivement de ne pouvoir la reproduire. Elle retrace fidèlement l'émotion et l'élégance des paroles. Laissons le *Constitutionnel* dans le bocage, les yeux baignés de pleurs, aux genoux de *Rose la blonde*, qu'il a d'abord prise pour *Hélène*, à cause de sa harpe sonore. Heureux pendant de *Constitutionnel*, va!

Nous prions nos lecteurs de croire que nous avons beaucoup trop de respect pour la presse, pour la langue française et pour le sens commun, pour avoir fait au *Constitutionnel* la mauvaise plaisanterie de fabriquer sa romance; elle est tout entière, paroles et musique, occupant une demi-page dans le supplément de son numéro d'aujourd'hui,

dimanche, 13 novembre 1836, quoique nous soyons encore à deux grands mois du Carnaval. Cette romance érotique prouve que le *Constitutionnel* prend gaîment la chose, et qu'il veut mourir en chantant. Nous proposons au *Constitutionnel* le couplet suivant, comme chant du cygne, pour le moment où il rendra le dernier soupir, toujours avec la musique de M. Félix Cazot :

Après ma mort, chers camarades,
Vous m'enterrez dans mon tombeau
Un petit broc de vin nouveau,
Un saucisson, une salade;
Une bouteille de Macon,
Pour passer la barque à Caron.

Bon voyage!

Peut-être n'a-t-on pas oublié les superbes articles que le *Journal du Commerce* a publiés ces jours-ci sur le voyage secret de l'ex-roi de Suède, le colonel Gustafson, à Munich, et sur les conséquences immenses de la mystérieuse négociation qu'il poursuivait à la cour de Bavière. Le *Journal du Commerce* flétrissait sévèrement l'insouciance du gouvernement français, qui laissait les destinées de l'Europe à la merci des potentats du Nord, et qui se trouverait pris, par suite de son incurie funeste, dans le réseau que le colonel Gustafson trame d'accord avec la sainte alliance; or, il fallait que le *Journal du Commerce* fût distrait ce jour-là, peut-être, comme le *Constitutionnel*, dans quelque bocage; car voici ce que contient une lettre de Munich, adressée au *Journal des Débats* :

« Quelques feuilles ont fondé de vastes conjectures sur la présence de l'ancien roi de Suède à la cour de Bavière et sur les négociations qu'il y aurait entamées.

« Gustave-Adolphe n'est point venu à Munich. Du 8 au 10 octobre, des gazettes de notre capitale avaient annoncé que ce prince était arrivé incognito et descendu à l'hôtel de la Croix-d'Or, sous le nom de Molke, lieutenant-colonel prussien en retraite. Mais quelques jours plus tard, ces mêmes journaux ont déclaré leur erreur et certifié que ce voyageur était bien réellement l'officier prussien dont il portait le nom. Le bénéfice de cette méprise a été pour l'aubergiste qui a vu les curieux affluer à sa table d'hôte.

Voilà donc, pour cette fois, la France qui échappe à la coalition du Nord, tramée par l'ancien roi de Suède; mais le *Journal du Commerce*, qui se complait fort dans les questions de politique étrangère, et qui réussit dans toutes, à peu près comme dans celle-ci, ne manquera pas de découvrir un autre horrible complot ourdi contre la révolution de juillet dans quelques broussailles des Balkans ou dans quelque île de la mer Caspienne.

Du reste, le *Journal du Commerce* a ceci de commun avec la vieille presse, qu'il traite la politique comme les pensionnaires jouent à ce jeu où l'on se demande : « Si j'étais petit papier, que ferez-vous de moi? » La vieille presse se dit tous les matins : Si le gouvernement avait telle ou telle intention, qu'est-ce qu'il arriverait? Là-dessus, la vieille presse se répond à elle-même tout ce qui lui paraît probable ou possible, ou même quelquefois impossible. Ainsi, le *Journal du Commerce*, qui n'avait probablement rien de mieux à faire, se sera dit : « Si je supposais que l'ancien roi de Suède vient d'arriver à Munich incognito, sous le nom du colonel Molke, qu'est-ce que j'en pourrais conclure? » Là-dessus, il se sera mis à travailler et à déduire des aperçus d'une justesse irréprochable, et auxquels il n'y avait à dire qu'une bagatelle : c'est que le colonel Molke était véritablement le colonel Molke, et non l'ex-roi Gustave-Adolphe, et que le *Journal du Commerce* a mis en émoi tous ses abonnés, comme je ne sais dans quelle histoire, où un Monsieur, qu'on prend pour un diplomate, bouleverse tout le nord de l'Italie, tandis qu'il va tout simplement acheter un melon d'eau.

Nous disions ce matin qu'avant trois mois la vieille presse en viendrait à la question des classes ouvrières, comme elle en est venue à la question des classes lettrées et à celle de l'indifférence politique des électeurs. Voilà que le *Courrier français* y arrive déjà en biaisant :

« Nous pensons qu'il y a autre chose à faire que de commenter avec satisfaction les dernières rentrées du revenu. C'est le cas de donner une grande impulsion aux travaux publics, de réparer nos routes, de défricher nos landes, de fonder des colonies agricoles pour nos mendiants et pour nos libérés; et, puisque la société vit de ses bras, d'augmenter la somme du travail. C'est là aujourd'hui la véritable forme de l'aumône, la seule qui ne coûte rien à la dignité de celui qui donne, ni à la fierté de celui qui reçoit.

« Nos observations ne s'adressent pas uniquement au ministère et aux chambres. Dans un gouvernement libre, tout homme qui a des capitaux, des ateliers ou des terres, possède une partie du pouvoir et doit en disposer, autant pour le bien du plus grand nombre que dans son propre intérêt. Voici donc le moment pour les classes qui sont placées au sommet de la société, de faire,

dans une vue d'humanité, ce qu'elles font d'habitude dans le but d'étendre leurs jouissances. Que chacun, au lieu de restreindre ses consommations, les augmente dans la proportion de son revenu. Quand les ouvriers qui travaillent pour les riches sont occupés, ils consomment à leur tour les produits communs sur lesquels vit la foule des travailleurs. La production est comme un mouvement de va et vient, où la force impulsive doit venir d'en haut.

Dans ce petit article le *Courrier* propose des moyens empiriques et momentanés pour secourir les classes ouvrières; il ne faut pas lui en vouloir, car il dit tout ce qu'il sait. Mais il est important qu'il comprenne qu'il y a dans les ouvriers une grande question. Même quand il propose aux riches d'augmenter leur consommation pour activer l'ouvrage des classes ouvrières, il ajoute un mot qui lui servira de pont pour passer du côté de nos idées; puisque la force impulsive doit venir d'en haut, comme le gouvernement est encore plus riche que les riches, le *Courrier* arrivera à comprendre que le sort des ouvriers est entre les mains du gouvernement et non pas entre les mains des particuliers.

Quelqu'un qui se piquerait de rigueur dans sa logique, reprocherait peut-être au *Courrier français* de prendre autant d'intérêt à la question du travail et du salaire, lui qui était un des premiers à déblatérer, il n'y a pas quinze jours, contre les intérêts matériels et les améliorations matérielles; mais ce n'est pas nous qui lui faisons ce reproche. Nous sommes touchés de la position de cette pauvre vieille presse, qu'on fait aller partout où l'on veut en faisant briller à ses yeux la plus petite idée, et qui saute de toute la force de ses jambes vers tous sujets d'article, comme le renard vers les raisins. Si le *Journal des Débats* traitait demain « de l'empire du grand Mogol », toute la presse serait remplie après demain dudit empire; le *Constitutionnel* traiterait « de l'influence du parti prêtre dans l'empire du grand Mogol »; le *National* « de la souveraineté du peuple dans l'empire du grand Mogol »; le *Sicte*, « de l'économie politique pratiquée dans l'empire du grand Mogol »; le *Journal du Commerce*, « de l'incurie du ministère des affaires étrangères en ce qui touche le grand Mogol »; la *Paix*, de l'intervention de la France dans les troubles du Grand-Mogol, etc., etc.

Nous n'avons pas encore sur la vieille presse la force attractive du *Journal des Débats*; mais cela commence. Déjà le *Constitutionnel* et le *Courrier français* s'inscrivent ce matin sur quelques idées que nous avons émises hier à l'occasion de ce que nous avons nommé la *politique matrimoniale*; et dans lesquelles ces deux journaux ont vu de profondes machinations. Nous demandons bien pardon à leurs abonnés d'avoir été la cause innocente de ces deux articles.

Chronique judiciaire.

— L'ouverture de la conférence des avocats aura lieu samedi prochain, 19, sous la présidence de M. Delangle, bâtonnier de l'ordre. M. Paulmier prononcera l'éloge de M. Toullier, et M. Migneron le discours de rentrée.

— M. le comte de Brulard, condamné à mort par contumace en 1832, par la cour d'assises de la Seine, dans l'affaire de la rue des Prouvaires, vient de se constituer prisonnier à Paris. C'est le 21 de ce mois que M. de Brulard comparaitra devant le jury.

— C'est le 19 de ce mois que la cour royale (appels correctionnels), doit statuer sur l'appel interjeté par le sieur Pillot, prétre de l'église française du Pec.

— Hier matin, M. Cavel (Charles), âgé de 23 ans, propriétaire à Auxerre, a été arrêté rue Castiglione, par un commissaire de police, porteur d'un mandat d'amener et de perquisition. Parmi les objets saisis, figurent, dit-on, un portrait lithographié du prince Louis Bonaparte, et des papiers relatifs au prince de Montfort (Jérôme Bonaparte), ancien roi de Westphalie. Cette arrestation se rattache aux événements de Strasbourg.

Nouvelles diverses.

PARIS, 13 novembre. — Hier au soir, M. le ministre des finances a travaillé avec S. M.

Dans la soirée, M. le ministre de Prusse, M. le duc de Choiseul, ont eu l'honneur d'être reçus par le roi.

Aujourd'hui, S. M. a travaillé avec M. le ministre de la justice et M. le président du conseil.

— Les vols sacrilèges qui affligent depuis quelques semaines les paroisses des environs de Paris et de plusieurs de nos provinces, ont alarmé l'autorité religieuse. L'archevêque de Paris vient d'adresser à tout

tre. Arrivons à la fameuse chanson huguenote : *Piff, pass, piff*, examinons la bien, elle en vaut la peine. En effet l'idée d'accompagner une voix avec un fifre et un tambour est chose toute nouvelle. A la vérité les enfants qui font danser sur une planche des marionnettes accrochées à leur genou, auraient pu nous accoutumer à ce genre de musique, mais il nous semble qu'il y a loin de la rue à l'Opéra. Toutefois cela ne serait rien si le résultat un grand effet de ce bizarre accompagnement. Bien loin de là, celui qu'on obtient est simplement grotesque, et si ce n'était que le public se voit dans la salle de l'Opéra et qu'il sait qu'il entend de la musique de Meyerbeer, assurément il se demanderait si c'est là de la musique. Cette manie d'originalité est si fâcheuse, qu'elle a empêché de bien comprendre la mélodie de cette chanson qui, au fond, est très belle et vigoureusement caractérisée, bien qu'elle manque de l'entraînement nécessaire à une chanson de bataille. Si M. Meyerbeer s'était plus complètement inspiré de l'air *l'applauso i du ci incominciato* de Haendel où il a pris la principale phrase de cette chanson, il l'eût plus raisonnablement accompagnée et l'effet eût été immense. Du reste, c'est une chose curieuse que d'exécuter ce morceau au piano, la main gauche sur les basses pour imiter les timbales et la main droite sur les notes aiguës pour reproduire le chant du fifre. On a l'air de faire le grand écart.

L'aventure est singulière est encore un morceau qui brille plus par le rythme que par l'idée qui manque d'élégance et d'originalité.

Nous passerons rapidement sur le second acte. Nous n'accuserons pas M. Meyerbeer du grand air de Mme Dorus : il n'y a pas d'influence qui puisse éviter un grand air de prima donna, et il n'y a pas de talent qui puisse y résister. Arrivons au chœur des baigneuses, c'est un charmant morceau, et le peu d'effet qu'il produit est encore dû à M. Meyerbeer qui a voulu trop charger les accompagnements. Toutefois ce n'est pas sa faute si ce chœur est exécuté d'une manière abominable, et si l'on réduit le public de l'Opéra à siffler quand il vient pour applaudir.

La première phrase du duo de Raoul et de Marguerite est également charmante, mais est immédiatement coupée par un andante (*preux doit vivre*) tourmenté à plaisir. Un moment après on arrive à un motif léger et gracieux, *ah! si j'étais coquette!* avec lequel nous croyons dans notre ignorance, qu'il fallait faire l'allégre de ce duo, mais M. Meyerbeer l'abandonne pour courir ailleurs, il en résulte qu'avec plus qu'il ne fallait pour faire un bon duo, on en a fait un médiocre.

Le troisième acte, plus encore que le second, donne de ces impressions cruelles qui tiennent au système de composition de M. Meyerbeer. Ainsi, les couplets de Wartel, qui s'annoncent à merveille, finissent tout de travers, parce qu'ils changent deux ou trois fois de rythme. Ce serait pourtant une bien petite concession de la part du

compositeur que de conserver son unité à un morceau de si courte haleine.

Les litanies qui suivent sont d'un très bel effet et admirablement senties; on dirait que M. Meyerbeer a le cœur des masses; il s'anime aisément de l'émotion d'un peuple, mais le plus souvent il manque de sentiment quand il fait parler une voix toute seule. Le *Couvre-Peu* est encore une chose heureuse et bien comprise : nous ne lui reprochons pas de ressembler beaucoup à la ballade de M. Nietz, *Le flot grossit, le ciel est noir*; mais nous serons sans aucune indulgence pour le duo de Levasseur et de Mlle Falcon. Ce duo ne renferme pas moins de quatorze changements de mesure ou de ton; c'est un véritable supplice, non pas que cela manque d'idées ou de talent, point du tout, mais on dirait que M. Meyerbeer est jaloux du plaisir qu'il vous donne; il vous jette une phrase qui vous charme, puis, au moment où vous écoutez, il a l'air de vous crier : Ce n'est pas ça, voici mieux. — Voyons, écoutons : en effet, voilà qui est bien. — Pas du tout; passons à un autre. — J'aime encore ceci. — En ce cas en voilà assez. Encore un nouvel échantillon... Puis un autre et un autre et un autre, et cela quatorze fois de suite! c'est insupportable et odieux.

Il est vrai qu'on se repose de la colère où vous a mis ce duo, dans le magnifique septuor qui suit; puis enfin, après le morceau de la dispute, morceau qui veut dire trop de choses pour qu'on en comprenne une seule, on arrive au quatrième acte. On entre enfin dans de la musique large, pleine, grande, développée. Laissons de côté la romance *Parmi les fleurs*, où l'accompagnement seul vous dédommage de la pauvreté de la mélodie. La conspiration et le chœur des moines sont des choses merveilleusement belles, fortes, larges, accentuées, qui prennent le cœur, l'étreignent et l'épouvantent. Le fameux duo *O ciel, où courez-vous?* qui suit, mérite toute l'immense réputation qu'il a; l'accompagnement peint bien l'agitation de la scène; les phrases du chant, coupées, saccadées, mais rapides, sont d'une expression dramatique supérieure. Enfin, la phrase *Ah! quel éclair!* est d'un sublime sentiment. Aussi, voyez quel effet à la scène; comme on écoute, comme on aime, à cet adorable motif, *Tu l'as dit, oui tu m'aimes!* comme on frémit ensuite, comme on palpite sous la puissance de cette musique de cœur et de situation. Il faut le dire, ce duo est d'une magnifique beauté, et il retentit encore dans la salle lorsqu'il est achevé depuis long-temps, tant il réveille puissamment les échos les plus sensibles de l'âme.

Nous ne pousserons pas plus loin cet examen; nous ne voulons pas gâter les éloges sans mesure qu'on doit à ce quatrième acte, par les restrictions que nous inspiraient quelques morceaux du cinquième. Tout ce qui s'y trouve a besoin de la scène et est fait pour elle. Nous n'avons rien à dire contre l'effet, et l'effet est prodigieux.

En résumé, les *Huguenots* sont l'ouvrage d'un grand musicien; mais ils sont l'expression d'une école que nous n'aimons pas, en ce qu'elle tend, comme nous l'avons dit, à remplacer les idées par l'instrumentation, et l'expression par la sonorité. Si nous osions, nous rappellerions à M. Meyerbeer une anecdote qu'on dit être arrivée à Mehul. L'empereur lui vantait toujours la musique italienne aux dépens de la musique française; Mehul ennuyé de cette critique, finit par répondre que rien n'était plus facile à faire. On le défia, il accepta le défi. Voici comment il le tenta : il composa l'*Irato*, le présenta comme une traduction, et le fit jouer devant l'empereur. Celui-ci s'écria : Voilà enfin de la musique! Nous ne prétendons pas que nos critiques importent M. Meyerbeer, mais s'il lui prenait fantaisie de nous prouver que rien n'est facile comme de faire de la musique de cœur et de sentiment, nous sommes si assurés qu'il ferait un chef-d'œuvre, que nous regrettons de ne pas être empereur pour lui en inspirer l'envie.

Dans notre prochain feuilleton, et à propos de l'ouvrage de mademoiselle Bertin, nous dirons notre opinion sur les chanteurs de l'Opéra. Mais en voilà sans doute assez pour un jour d'appréciations purement musicales.

OPÉRA-COMIQUE.

Les Pontons de Cadix, par MM. Ancelot, Duport et Prevost.

Passer des *Huguenots* aux *Pontons de Cadix*, c'est une chute si prodigieuse, que nous demanderons à nos lecteurs la permission d'être très concis. En vérité, nous n'avons aucune envie d'être désagréable à personne. Mais sortir de la salle de la rue Lepelletier pour entrer place de la Bourse, aller entendre la musique des *Pontons* après celle des *Huguenots*, écouter M. Roy après Levasseur, c'est chose difficile à faire. On en reste stupéfait, ébahi, assommé; et l'on se demande s'il est possible que cette pièce soit aussi un opéra, que ce soit aussi de la musique et des chanteurs qu'on entend. On en doute, on est prêt à le nier. Si jamais nous retrouvons occasion de voir les *Pontons de Cadix*, nous tâcherons de passer avant par le *Mannequin de Bergame* et le *Diadème*; nous n'irons pas même revoir *Cosimo*, la comparaison serait trop défavorable à M. Prevost.

Ce jeune compositeur a une excuse, à la vérité : c'est le poème qu'on lui a donné. L'engager à travailler sur de telles paroles, c'était lui voler son temps, M. Prevost a gardé ses idées, il a bien fait; mais il aurait mieux fait de ne rien faire.

FRÉDÉRIC SOULIÉ.

son clergé une lettre circulaire, par laquelle il ordonne des prières expiatoires, et impose des précautions nouvelles pour la conservation des vases sacrés.

— Le comte de Romanzoff est maintenant à Paris. Ce seigneur russe est l'un des hommes les plus distingués de l'Europe; il a rempli auprès de diverses cours de hautes fonctions diplomatiques. Quoique âgé à présent de 84 ans, il conserve encore cette grâce d'esprit et de manières qui le fit briller successivement à la cour de Catherine II, à celle du grand Frédéric, et enfin dans les cercles privés de l'auguste et infortunée Marie-Antoinette de France.

— Le pape, qui vient de créer un nouvel ordre de chevalerie, sous le titre de Saint-Grégoire, a chargé un joaillier du Palais-Royal d'en confectionner les décorations.

— Le chancelier du consulat de France, à Civita-Vecchia (états-romains), M. Lysimaque-Mercure Caflangliola-Tavernier, vient d'être naturalisé français. Cette faveur royale est due aux nombreux services que sa famille et lui n'ont cessé de rendre à notre marine et à notre commerce dans le Levant.

— La légation de S. M. la reine d'Espagne auprès du roi se compose maintenant de M. le comte de Campuzano, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire; de M. le chevalier Jean Hernandez, secrétaire, et de MM. Raphaël Jabat et Raymond Bardaji, attachés.

— On écrit de Bâle que le 5 novembre, à sept heures du matin, on a ressenti dans cette ville une violente secousse de tremblement de terre dans la direction du sud au nord, à laquelle a succédé sur-le-champ une autre commotion moins forte. Pendant la nuit le baromètre avait éprouvé une baisse subite, et un vent sud-ouest avait produit dans la température une élévation considérable.

L'Helvétie annonce de plus que dans la nuit du 28 au 29 octobre, on avait déjà ressenti à Sarnen une forte secousse de tremblement de terre.

— Tandis qu'on fait courir le bruit que Rossini, avant son départ pour l'Italie, a achevé un nouvel opéra qui serait représenté dans quelques mois à l'Académie royale de musique, nous apprenons que le grand maestro n'a fait aucune nouvelle composition, et qu'il est même décidé à ne plus travailler pour la scène. Comme on lui demandait, quelque temps avant son départ, quand il livrerait un nouvel opéra de lui à l'admiration publique, il répondit : « — Pourquoi travaillerais-je encore ? Si mon nouvel opéra faisait sensation, je n'en ressentirais plus un plaisir bien vif, et s'il échouait, on me reprocherait cette chute jusqu'à la fin de mes jours. Non, avec un revenu de 60,000 fr. par an, je puis vivre à ma guise; que d'autres aient maintenant leur tour. »

— Depuis quelques jours les voleurs exploitent les voitures bourgeoises stationnant aux abords des théâtres et des promenades publiques. C'est ainsi que la redingote de M. le préfet de la Seine, et le manteau du général Cordova ont été pris, l'une aux environs du Théâtre-Italien et l'autre à la porte du Théâtre-Français. Hier au soir encore un riche propriétaire de la rue Caumartin, en sortant du Vaudeville, à dix heures un quart, se fit conduire chez Chevet, marchand de comestibles au Palais-Royal. Il descendit de voiture au péristyle Montpensier, se fit suivre par son domestique, et acheta chez ce marchand un morceau de saumon. Pendant le peu de temps qu'il mit à faire son emplette, un adroit filon s'empara d'un manteau de femme laissé dans la calèche de M. U...

La brigade de sûreté vient d'arrêter une partie des escrocs qui se livraient à cette nature de vols, plusieurs des objets dérobés ont été trouvés en leur possession.

Colonies.

— BONE, 29 octobre. — L'arrivée du duc de Nemours a causé une sensation d'autant plus agréable, que le prince n'était pas attendu si tôt; en voyant un pavillon au grand mât d'un bateau à vapeur, les habitants crurent que c'était le maréchal Clausel. Le colonel de Chabannes vint annoncer la présence de S. A. R., à qui Youssouf-bey envoya au débarcadere un superbe cheval. Le prince a accepté le logement que Youssouf lui a offert. Les femmes du harem ont sans doute quitté la maison. Le maréchal Clausel est arrivé le 31 octobre à Bone. Les préparatifs pour l'expédition de Constantine sont à peu près terminés. Le chiffre de la division s'élève à plus de 6,000 hommes.

Variétés.

MOYEN-ÂGE (1).

Le moyen-âge, à prendre d'abord le sens général du mot, c'est la période historique placée entre les temps anciens et les temps modernes; ensuite, si l'on veut préciser davantage, et si l'on veut déterminer le point mathématique où finissent les temps anciens et celui où commencent les temps modernes, pour marquer nettement l'intervalle qui les sépare, on demeure convaincu de l'impossibilité d'assigner aucune date, soit à la fin de l'histoire ancienne, soit au commencement de l'histoire moderne; de telle sorte que, quoique le moyen-âge soit en réalité une période bien distincte de celles qui la précèdent et de celles qui la suivent, on ne saurait néanmoins parvenir à lui assigner des limites chronologiques.

Le Dictionnaire de l'Académie, dont le devoir est de définir toutes choses, coûte que coûte, et qui remplit ce devoir le plus souvent comme on cède à une nécessité, appelle le moyen-âge : « Le temps qui s'est écoulé depuis la chute de l'empire romain, en 475, jusqu'à la prise de Constantinople, en 1453, » ce qui donnerait au moyen-âge une durée de 1278 ans, et ce qui en exclurait des personnages qu'on a communément l'habitude de rapporter, soit à son commencement, soit à sa fin, par exemple Mérovée et Louis XI.

La définition de l'Académie française prouve que l'illustre compagnie était immodérément préoccupée de l'empire romain, et que, voulant donner un nom à cette portion de son agonie qui commence à la destruction de l'empire d'Honorius et qui finit à la destruction de l'empire d'Arcadius, elle a pris le nom de moyen-âge. Si l'Académie voulait absolument donner un nom de sa façon à la période de l'histoire romaine dont nous parlons, elle en était certes fort la maîtresse; mais elle eût bien fait en même temps, voulant mériter le respect qu'on lui porte, de ne point commettre les deux petites bévues que contient sa définition. Ainsi, l'Académie ne devait pas oublier que la portion de l'histoire romaine qu'elle nomme moyen-âge a reçu généralement, et depuis fort longtemps, le nom de Bas-Empire; ensuite, elle devait prendre garde que la chute de l'empire d'Occident n'est pas arrivée en 475, mais en 476, le dernier empereur, Augustule, ayant été reconnu à Ravenne, au mois d'octobre, en 475, et n'ayant été déposé par Odoacre que le mois de septembre suivant.

La notion que le Dictionnaire de l'Académie donne du moyen-âge est donc inexacte, non seulement à cause des erreurs matérielles qu'elle renferme, mais encore et principalement parce qu'elle est exclusivement basée sur la chronologie de l'empire romain, et que, d'a-

près toutes les idées générales qu'on en possède, le moyen-âge est entièrement en dehors de l'histoire romaine. Lorsqu'on dit moyen-âge, on entend universellement l'état des faits et des idées en Italie, en Espagne, en France, en Angleterre, en Allemagne, depuis l'invasion définitive des Barbares jusqu'à une époque assez rapprochée de nous, et qui peut être à peu près fixée à la fin du seizième siècle. Il se fait en effet, dans toute l'Europe, vers le commencement du dix-septième siècle, un changement et comme une espèce de solution de continuité dans les sciences, dans les lettres, dans les arts, dans la philosophie et surtout dans les institutions, qui peuvent passer pour la fin d'une ère et pour le commencement d'une autre. Ainsi, et disons ceci pour nous résumer, d'un côté le moyen-âge n'emporte avec lui aucune relation d'idée avec aucune période quelconque de l'histoire de l'empire romain; de l'autre, il s'entend communément des hommes et des choses de l'Europe occidentale depuis l'invasion; il s'allie surtout étroitement à l'époque qu'on appelle féodale, et il cesse de s'appliquer, sans qu'on se rende un compte bien net de cette différence, aux idées et aux événements postérieurs à la fin du seizième siècle.

La grande difficulté qu'il y a à préciser avec quelque netteté le commencement et la fin du moyen-âge, vient principalement du grand nombre de caractères qui le constituent, lesquels ne commencent pas et ne finissent pas tous en même temps. Par exemple, la féodalité appartient au moyen-âge et en constitue l'une des faces les plus importantes et les plus curieuses. Si la féodalité était tout le moyen-âge, on trouverait peut-être le point de départ et le point d'arrivée de la féodalité; mais le moyen-âge contient encore, par exemple, la formation des communes, et les communes ne coïncident pas exactement avec la féodalité sous le rapport de la durée. Ainsi, considéré dans la féodalité, le moyen-âge commence et finit plus tôt; considéré dans l'établissement des communes, il commence et finit plus tard. Si à la féodalité et aux communes on ajoute les autres caractères, et si l'on peut ainsi parler, les autres portions du moyen-âge, comme l'établissement de la puissance temporelle du christianisme, l'établissement des justices seigneuriales, la fondation des universités, le développement de l'architecture et de la sculpture propres à l'Europe catholique, la formation des langues modernes, on arrive à une confusion bien plus grande encore touchant le commencement et la fin du moyen-âge, parce que tous les éléments dont il se compose ne se produisent pas avec ensemble, ne grandissent pas avec harmonie et ne disparaissent pas d'un commun accord. Il faut donc, pour tomber dans le vrai, considérer le moyen-âge comme une généralité un peu vague, dont la signification synthétique ne se découvre que par l'étude analytique de ses caractères. C'est dans cette étude que nous allons entrer, parce qu'elle est la seule voie pour sortir du terrain des déclamations, et pour arriver sur celui des notions claires et positives.

Paragraphe I. — FÉODALITÉ. — Le premier phénomène qui se révèle en général dans tout l'Occident, et en particulier dans la Gaule, après la grande invasion des Barbares, au mois de décembre de l'année 406, c'est le désordre et le décaissement de la société, l'absence de tout gouvernement et de toute direction centrale. Les tribus des Bourguignons à l'est, des Saxons à l'ouest et au centre, des Visigoths au sud, des Francs au nord, avaient balayé devant elles toute la population des campagnes, ou, pour être plus vrai, avaient brisé et dissous la société légale qui la régissait. Les habitants des campagnes, dont les vainqueurs s'étaient attribués la moitié des domaines et dont ils avaient brisé le cadre administratif, se trouvèrent donc, après la conquête, n'avoir plus l'ancien gouvernement romain, qui s'était écroulé, n'avoir pas celui des vainqueurs qui vivaient à part, et n'avoir pas encore le gouvernement nouveau qui devait nécessairement sortir un jour de cette situation jusque là inouïe. Les temps qui suivirent l'invasion laissèrent donc la Gaule sans politique, sans administration, sans tribunaux, sans société, pour toute la population des campagnes qui se trouva, si l'on peut ainsi parler, désunie et disloquée par le mélange des vainqueurs.

La population des villes fut beaucoup moins troublée, et sa société moins dissoute. Dans les villes habitaient plus particulièrement des marchands, des ouvriers, des familles appartenant à une origine servile, c'est-à-dire dont les aïeux avaient été affranchis. Cette population possédait en général peu de fortune territoriale, laquelle exigeait de grands capitaux pour l'exploitation, et formait le patrimoine des nobles. Les habitants des villes vivaient donc en général d'industrie, de négoce et de travail manuel, et même les villes n'étaient pour eux qu'un moyen de vivre en sûreté, en formant une association de toutes leurs petites forces et de toutes leurs petites ressources. Ce sont là les raisons qui préservèrent les villes, non pas précisément de l'invasion, mais de l'établissement des Barbares. Les tribus victorieuses des Francs, des Saxons ou des Visigoths étaient formées de la réunion de chefs de familles dont la richesse consistait uniquement en troupeaux et en esclaves, et auxquels il fallait par conséquent, non pas l'étroite et stérile enceinte des villes, mais la vaste étendue des bois et des champs. Les vainqueurs prirent bien les villes, les pillèrent et les saccagèrent autant qu'ils purent, mais ils ne s'y établirent pas, et c'est ainsi que l'administration municipale que les Romains y avaient établie s'y conserva, du moins en quelques-unes. Lorsque le chancelier de l'hospital proposa et fit passer sous Charles IX le célèbre édit de Moulins qui retirait aux échevins la juridiction civile, comme étant une usurpation de leur part, il y eut quelques Hôtels-de-villes, comme ceux de Strasbourg, de La Rochelle et de Toulouse, qui prouvèrent qu'ils n'avaient pas cessé d'avoir la juridiction civile depuis la conquête de la Gaule.

Une fois l'invasion opérée, l'ancienne société gallo-romaine dissoute et les tribus flottantes quelque peu fixées et ralliées sur le sol de la Gaule, le premier travail de la civilisation qui dut se faire, et qui se fit en effet, consista donc à rapprocher quelque peu et à unir entre eux les éléments de la société nouvelle, de manière à y introduire le principe de l'ordre, de l'unité, des garanties réciproques, et à amener un jour, beaucoup plus tard, cette fusion et cette association complètes de tous et de tout, que les langues modernes appellent *État*.

Le plus grand défaut de la société qui sortit de l'invasion, c'était l'absence de garanties pour la sûreté des personnes et des biens, et le premier pas de cette société vers un état meilleur fut la conquête de ces garanties. Comme les justices seigneuriales n'étaient pas établies, que les justices municipales n'exerçaient que dans l'enceinte des villes, que la grande justice royale n'était encore qu'un nom, il arrivait que les esclaves pouvaient s'évader; que des bandes armées pouvaient traverser les provinces et enlever les hommes, les troupeaux et les biens; que des vengeances personnelles pouvaient s'assouvir avec du sang, sans qu'il y eût soit une juridiction compétente pour apprécier les griefs, soit une force suffisante pour les redresser. Voici alors ce qui arriva.

Tout ce qu'il y avait dans les campagnes de petits propriétaires exposés aux propriétaires plus puissants qu'eux de les prendre sous leur protection, de leur garantir la fortune et la vie sauves contre toute injustice ou toute agression que ce pût être, et d'accepter en retour de cette sauvegarde une rente annuelle d'argent ou de denrées, qui fut déterminée de gré à gré entre les parties. Ce système de protection, organisé volontairement par ceux qui le réclamaient et par ceux qui l'accordaient, devint général du sixième au douzième siècle, et finit par associer entre eux tous les hommes libres et propriétaires. D'abord ce furent de simples chefs de famille qui se mirent sous la sauvegarde de quelque seigneur puissant; puis ce furent les petites villes, puis les

églises et les monastères qui suivirent cet exemple, de telle sorte qu'on eut un moment où tout le monde eut son juge et son protecteur, et où le pêle-mêle qui avait suivi l'invasion fut remplacé par une société régulière et complètement organisée.

C'est à peu près entre la fin du cinquième siècle et le commencement du onzième que ce système de protection volontaire s'établit. Il porte dans les historiens le nom de *Recommandation*, et il ne faudrait pas le confondre avec la *Féodalité* elle-même qui le suivit, et à laquelle il servit de précédent et de modèle. La *Recommandation* était essentiellement volontaire, par conséquent elle pouvait toujours cesser, et elle cessait quelquefois en effet lorsque le recommandé trouvait convenable de changer de patron. Le livre des formules du moine Marculfe a conservé plusieurs spécimens du contrat par lequel s'opérait la recommandation. Il résulte de leur examen que le recommandé donnait tous ses biens au patron, et que celui-ci, dans le même acte, les lui rendait, à lui et aux siens, à toujours, avec toute garantie pour les personnes et pour les choses, moyennant une redevance annuelle stipulée dans l'acte.

Ce mode d'association était un progrès immense, par rapport à la société désordonnée et tumultueuse qui avait suivi l'invasion. Aussi arriva-t-il, comme nous avons dit, qu'il devint bientôt général; il s'étendit même par la suite aux personnes qui d'abord avaient semblé n'en pas avoir besoin, c'est-à-dire que les seigneurs, qui prenaient de plus faibles qu'eux sous leur protection, se recommandèrent eux-mêmes à de plus puissants, et c'est ainsi que se formèrent ces centres d'autorité qui portent dans la langue des historiens du moyen-âge le nom de *grands feudataires*.

Toute la France était ainsi organisée selon le système des *Recommandations* volontaires, vers le milieu du dixième siècle, lorsqu'il se produisit une nouvelle nature d'association. La population esclave commençait alors à arriver à la liberté et à la propriété. Tous les témoignages historiques se réunissent pour établir qu'il se produisit vers cette époque un mode nouveau dans l'exploitation des terres et des troupeaux. Ce mode consista à distribuer des terres et des troupeaux aux esclaves et à les laisser libres de les faire valoir à leur gré pendant un certain nombre d'années, moyennant un revenu moyen annuel payé au maître.

De cette manière les esclaves firent un pas vers la liberté et vers la propriété, puisque, durant la concession qui leur était faite et moyennant l'exécution des conditions qui leur étaient imposées, ils conservèrent le libre arbitre de leur industrie et la possession paisible de leur revenu. Il y a dans l'histoire mille exemples qui montrent que les concessions de terres faites aux esclaves devinrent successivement plus longues, d'abord d'un an, puis de dix ans, puis de trente, puis de cent, puis perpétuelles. L'esclavage fut entamé dès qu'il se fit une concession d'un an, il fut détruit dès qu'il se fit une concession perpétuelle. Il faut remarquer que les esclaves ne devenaient pas seulement libres par suite de ces concessions, mais qu'ils devenaient également propriétaires, et que l'abolition de l'esclavage en France n'a pas eu lieu au nom de théories abstraites et générales, mais au nom de la pratique des choses journalières, au nom du travail et par le travail.

On conçoit que, lorsque les maîtres faisaient des concessions plus ou moins longues à leurs esclaves, qu'ils se privaient ainsi de leurs services directs et qu'ils leur donnaient un affranchissement au moins temporaire, ils faisaient toutes les réserves qu'ils croyaient justes et utiles. D'abord ils exigeaient qu'il leur fût payé une rente annuelle sur les revenus que les esclaves faisaient produire aux terres, aux usines et aux bestiaux; ensuite ils stipulaient divers services ou divers hommages dans des circonstances déterminées. C'était le service militaire, c'était un présent au mariage du fils ou de la fille de la maison, c'était un tribut lorsque le maître était fait prisonnier et mis à rançon, c'était une foule de choses dans lesquelles le caprice entraînait plus ou moins, mais qui avaient toutes un grand fonds de raison et de justice, puisque l'esclave appartenant au maître tout entier, et celui-ci lui faisant volontairement l'abandon d'une partie de ses droits, pouvait bien retenir quelques-uns de ceux qui étaient le plus à sa convenance.

Les esclaves, placés dans la nouvelle condition dont nous parlons, portent le nom de *serfs*. On conçoit sans peine que, formant avec les propriétaires une sorte de grande association mutuelle, il y avait néanmoins cette différence essentielle entre ce genre d'association et celle des recommandés, que dans le système des recommandations, l'association était volontaire, et que dans le servage elle était forcée; que le recommandé pouvait changer de patron, et que le serf ne pouvait pas changer de seigneur. Cette différence capitale entre ces deux genres d'associations provenait de la différence de leurs éléments; dans la recommandation, le membre de l'association était libre; dans le servage, il était esclave.

C'est vers la fin du dixième siècle que le système des associations libres se trouve peu à peu remplacé par le système des associations forcées, et c'est alors que s'organisa, à proprement dire, la *féodalité*, qui n'est que la liaison et, si l'on peut ainsi dire, l'enchevêtrement de tous les seigneurs ou maîtres, depuis le plus petit jusqu'au plus grand, depuis le dernier propriétaire jusqu'au roi; il y a néanmoins en ceci une difficulté plus apparente que réelle que nous devons expliquer.

Durant le système des recommandations, la soumission graduelle et hiérarchique des seigneurs les uns par rapport aux autres, depuis le plus faible jusqu'au plus puissant, était volontaire et révoquable, parce que les recommandés étaient libres et qu'ils avaient choisi et accepté la recommandation de leur plein gré. Comment se fait-il que, dans le système féodal, les seigneurs, quoique étant tous également libres et nobles, n'en soient pas moins tenus rigoureusement et malgré eux à la reconnaissance de leurs suzerains respectifs, et sans qu'il leur soit possible de décliner le vasselage?

Voici, selon nous, à quoi tient cette différence. Quand les recommandations s'établirent, elles n'étaient réglées par aucune loi; c'était un fait social nouveau, qu'aucun code n'avait prévu, et dont la reproduction fréquente constituait une coutume. Il en fut de même lorsque s'opéra l'émancipation graduelle des esclaves, ou plutôt cette révolution dans la culture, qui confia les terres, les troupeaux et les usines aux esclaves; qui les leur abandonna, les leur *inféoda* (*fides*, confiance) pour un grand nombre d'années ou de générations, et qui affranchit ainsi indirectement les esclaves, en leur laissant, comme nous avons dit, le libre arbitre de leur industrie. Aucune loi n'avait prévu cette révolution. Elle s'opéra de gré à gré entre les maîtres qui confiaient leurs terres aux esclaves et les esclaves qui les acceptaient. Les conditions varièrent selon les localités, selon les hommes. Cependant à force de précédents, il se forma une coutume; cette coutume régla les conditions générales auxquelles les esclaves devaient accepter, ou pour trois générations, ou pour toujours, l'exploitation d'une terre, et passer ainsi de l'état d'esclaves à l'état de serfs. Il est bien entendu que le principe formant la base universelle de cette coutume, c'était que les serfs ne pouvaient pas décliner la seigneurie de leur seigneur, lequel se relâchait déjà de ses droits en souffrant à l'état de serfs ceux qui avaient été ses esclaves.

Or, il n'est pas douteux pour nous que ce soit la coutume introduite pour régler les rapports des maîtres et des serfs, qui a servi de modèle à la coutume qui a réglé les rapports de seigneurs à seigneurs, qui a substitué ainsi la féodalité à la recommandation, c'est-à-dire la hiérarchie forcée à la hiérarchie volontaire.

(1) Parmi les Encyclopédies nombreuses qui se publient en ce moment, l'Encyclopédie du XIX^e siècle est sans contredit la plus remarquable. Le premier volume, qui a déjà paru, et le second volume, qui est sous presse, indiquent que l'ouvrage est bien conçu et remarquablement exécuté. On nous communique le mot *Moyen-âge*, extrait du second volume, dû à la plume de M. Granier de Cassagnac, notre collaborateur. Son étendue nous force à le donner en deux fois.

Il y aurait pour justifier cette idée mille considérations à faire valoir, qui veulent être longuement et scientifiquement traitées, et qui le seront en leur lieu. Nous nous bornerons pour le moment à rappeler qu'il y a mille exemples, dans le moyen-âge, de coutumes et de lois établies par imitation, et que le mode d'exploitation par inféodation perpétuelle était devenu au treizième siècle si général, qu'on trouve que des seigneurs donnaient en fief le vin qui s'échappait des barriques goutte à goutte, et qui tombe, pendant qu'on le tire, dans un vase placé sous le trou du fût. On conçoit quel chemin avait dû faire la coutume féodale pour arriver là, et combien de grands intérêts elle avait du régler, avant de régler un intérêt si misérable.

Considérée dans le moyen-âge et d'un point de vue synchronique, la féodalité, dont le système des recommandations est le germe, commence avec le cinquième siècle et se complète avec le douzième. Pendant le treizième, elle se théorise par les travaux des jurisconsultes; à partir du quatorzième, elle glisse peu à peu sur la pente qui la conduit à sa chute. Ce qui avait fait la féodalité, c'était le servage accordé aux esclaves; ce qui la tuait, c'est la liberté accordée aux serfs.

Paragraphe II. — PUISSANCE CIVILE DU CHRISTIANISME. — L'établissement du christianisme comme puissance terrienne, par conséquent comme une puissance seigneuriale, par conséquent comme une puissance civile, est, avec la féodalité, le fait le plus grand du moyen-âge.

Pour bien comprendre comment cet établissement s'opéra, il faut bien se représenter la dissolution complète où était tombé l'ancien monde romain, c'est-à-dire tout le paganisme, lorsqu'il eût été attaqué et bouleversé dans son existence matérielle par les Barbares, dans son existence morale par le christianisme. Dès sa naissance, l'enfant était porté à l'église; pendant sa jeunesse il y était instruit; avant son âge mûr, il y était marié; pendant toute sa vie, il y était consolé; à sa mort, il y était enseveli. Les individus étaient donc complètement enlevés au paganisme en tout ce qui touche aux actes de la vie religieuse, de la vie morale et de la vie domestique. D'un autre côté, les Barbares avaient complètement disloqué toute la machine civile de l'empire; il n'y avait pas de décurions, plus de décurions, c'est-à-dire plus de trésor public et plus de justice, c'est-à-dire plus de force et plus d'autorité. C'est alors, vers le quatrième et le cinquième siècles, que l'on voit les évêques investis d'un côté, de la confiance des empereurs, de l'autre, du respect des populations; c'est alors que le christianisme commence à devenir le centre d'attraction, autour duquel se refroidit, se fige et se cristallise la vieille société en fusion.

En même temps, le christianisme commence à devenir propriétaire. La propriété terrienne du christianisme a la source la plus régulière, la plus légitime et la plus pure. La propriété territoriale du christianisme se groupe au tour de quatre centres: la cure, le chapitre, l'évêché et le monastère.

On trouve dans les lois du code de l'invasion que les cures de campagne, qui furent les dernières à s'établir, furent toutes dotées à l'origine de quelques arpents de terre et de quelques esclaves. Quoique le texte donne à penser que ce domaine accordé aux cures de campagne provenait de cotisations pour lesquelles les habitants de chaque paroisse étaient forcés de concourir, il n'est pas tellement explicite qu'il n'autorise à penser que la dotation pût être faite souvent avec des terres ou avec des esclaves du fisc, terres et esclaves qui existaient en très grande quantité sous la première et sous la seconde race. Ces terres furent plus tard inféodées à ces esclaves moyennant cens et dîme, comme toutes les terres au moyen-âge, et, par suite d'emphytéoses, à fort long terme, par exemple, d'emphytéoses à cent ans, les serfs des presbytères se sont trouvés à la fin entièrement émancipés, leurs terres libres de cens, et soumis seulement à la dîme, qui était le souvenir éloigné et affaibli de leur ancienne condition. Il y a ainsi peu de cures qui aient conservé leurs dotations primitives dans toute leur intégrité. Tout ce que la plupart d'entre elles ont pu faire, c'a été de conserver la maison presbytérale et quelques jardins.

Il ne serait pas difficile de trouver, soit dans la collection des capitulaires, soit dans le grand catalogue des chartes de Brequigny, un grand nombre de titres établissant que les biens des chapitres proviennent

dans l'origine de dotations, comme ceux des cures. Seulement, il ne faudrait rien chercher dans les codes de l'invasion; parce que les chapitres sont d'une institution postérieure au septième siècle, qui est l'époque où ces codes furent rédigés et mis en l'état où ils sont. Ce fut Saint-Chrodegang, évêque de Metz, qui institua les chapitres en la forme où ils sont restés jusqu'à la révolution. Sa règle, tirée de celle de Saint-Benoît, devint la règle générale, et un capitulaire de Charlemagne, donné à Aix-la-Chapelle, en 789, la propose à tous les chanoines de l'empire. Ce fut Saint-Chrodegang, lui-même, qui dota suffisamment le chapitre de Metz pour que les chanoines pussent y vivre, et comme sa règle ordonne que tous les clercs séculiers qui entrèrent dans l'ordre, y apportent leurs biens et les y laisseront, les richesses immenses qui s'accumulèrent par la suite des temps dans les chapitres, provenaient des patrimoines réunis des membres de la communauté, patrimoines tombés successivement en main morte.

Les biens des évêchés avaient plusieurs sources. La première était la fortune personnelle des évêques. Ce n'est pas néanmoins qu'en entrant dans l'épiscopat on perdît, comme en entrant dans le monastère et dans le canonat, les capacités civiles, et qu'on fût tenu d'apporter ses biens; mais il arriva le plus souvent, surtout sous les deux premières races, que les évêques fondirent leur fortune personnelle dans le patrimoine de l'évêché. Une autre source, celle-ci permanente et féconde, c'était les dîmes. Le troisième concile de Tours, tenu en 813, attribua aux évêques l'inspection et la distribution des dîmes de leur diocèse, et le concile de Paris, de l'année 829 leur en accorda le quart. Enfin, il faut mettre encore au nombre des sources de la fortune immobilière des évêchés, avec les oblations et les offrandes faites soit par les fidèles, soit par les seigneurs, soit par les rois, ce que Fra Paolo, en son traité des *Matières ecclésiastiques*, appelle *précaires*. Ces *précaires* étaient des biens donnés à l'autorité ecclésiastique, rendus immédiatement par elle en titre de fief aux donateurs, et dont l'église héritait par l'extinction de la ligne masculine des donateurs. Le catalogue des chartes de Brequigny contient une foule de titres de biens donnés ainsi en *précaire*.

Si l'on sait comment se formaient les monastères, si l'on a leur histoire présente à l'esprit, on n'aura pas de peine à concevoir d'où provenaient leurs richesses. D'abord, tous les laïques qui s'associaient pour vivre de la vie monastique, mirent leurs biens dans la communauté, et la loi canonique, en retranchant les moines de la société civile, leur ôta la faculté de tester, ce qui fit tomber successivement tous leurs patrimoines en main morte, c'est-à-dire dans le domaine des couvents. Ensuite, dès que les moines eurent acquis cette haute influence morale qu'ils ont conservée pendant tout le moyen-âge, ils furent l'objet de dotations immenses, de *précaires* nombreux et d'oblations infinies. Si l'on ajoute qu'une foule de lois canoniques, parmi lesquelles il faut citer, pour l'église latine, le fameux canon *sine exceptione*, 52, *caus.* 12, §. 2, attribué par Gratien à Saint-Léon, et pour l'église gallicane les canons 17 et 18 du concile de Meaux tenu en 845, érigèrent en dogme l'inaliénabilité des biens ecclésiastiques, on comprendra sans peine comment le patrimoine des monastères, incessamment accru, jamais diminué, dut finir par prendre le développement qu'il avait à la fin du dix-huitième siècle.

Par tout ce que nous venons de dire, quoique d'une façon sommaire, sur l'origine de la propriété territoriale des cures, des chapitres, des évêchés et des monastères, c'est-à-dire sur l'origine de la propriété ecclésiastique, on peut remarquer que cette origine n'est pas autre que celle de la fortune individuelle des familles. Les curés, les évêques, les chanoines, les moines, apportaient volontairement leurs biens à l'église qui les nourrissait et qui les protégeait, comme les filles qui se marient apportent leur dot dans la maison où elles entrent; puis les cures, les chapitres, les évêchés, les monastères s'enrichissent de dons et de successions, comme s'enrichissent les particuliers. Seulement, si l'église recevait plus de dons que les individus, c'est qu'apparemment elle réveillait autour d'elle plus d'amours et plus de sympathies.

Dès qu'on a conçu l'église comme propriétaire, il n'y a plus qu'un pas à faire pour la concevoir comme pouvoir civil et justicier, par la raison qu'au moyen-âge le pouvoir civil et le droit de justice sont at-

tachés à la terre. Un monastère avait donc son tribunal au même titre qu'un baron ou qu'un comte, c'est-à-dire comme seigneur et maître d'une certaine étendue de terrain et d'un certain nombre d'hommes. Toutefois, ce n'est pas encore le moment de parler de l'établissement des justices seigneuriales; nous avons besoin de toucher avant ce sujet à l'établissement des communes.

A. GRANIER DE CASSAGNAC.

TORONTO, 15 novembre.

La crise financière continue à Londres; une nouvelle baisse de 1/2 0/0 a encore affecté les consolidés. En présence d'un fait aussi significatif, notre rente a fait assez bonne contenance, et la baisse dont elle a été frappée n'est que la moitié de celle des consolidés.

Dès 8 h. du matin les *informés* faisaient des affaires à 78 30 et 75; mais lorsque la cote anglaise a été généralement connue, la baisse a été plus sensible, et après diverses oscillations, on est tombé à 78 55. A 5 h. on demandait à ce cours.

Ce soir il s'est traité quelques faibles parties à 78 57 1/2 et 55. A 10 h. on demandait à ce dernier cours.

FONDS ANGLAIS. Londres, 11 novembre. Cité, 4 heures.		FONDS ESPAGNOLS. Paris, 11 novembre.	
Censués pour compte, ouvert à 87 1/2		Fonds espagnol, passif, 5 1/4	
pour compte, fermé à 87 1/8		Paysa, nouv. 55 1/4	
Fonds espagnol, actif, 19 1/8		Porto, 3 0/0	55 1/4

BULLETIN COMMERCIAL.

PARIS, 12 novembre.

SPRITS: REX. — Keux-de-vo (hors barrière), 22 deg., 27 volt. Montpellier, 120 à 122 50; Saintonge, 140 à 142 50; la Rochelle, 135 à 140; Cognac nouveau, 170 à 172 50; Basils, 180 à 185; Vieux, 220 à 230.

ESPRIT 3/6. (27 volt.) — Saintonge, 140 à 142 50; la Rochelle, 135 à 140; Cognac nouveau, 170 à 172 50; Basils, 180 à 185; Vieux, 220 à 230.

HUILE. — (Hors barrière), 100 kil., escompte, 6 0/0. Olive commune, 110; Fine vieille, 115; Surfine vieille, 120; Nouvelle, 210 à 215.

SAXON. — Marseille, bleu pâle, 100 kil., escompte, 11 1/2 0/0; blanc, 10 0/0, 150.

HAVRE, 12 novembre 1853.

VENTES.

Cafés. — 1/57 balles Louisiane, 4 1/2 1/2 à 1 65, acq.; 170 id. George C. S., 4 3/4 à 1 50, acq.; 310 id. mobile, 1 3/4 1/2 à 1 60, acq.; 25 id. Florides, 1 3/2, acq. En tout, 1,395 balles.

SUCRE. — 50 sacs brut, 61 25 à 63 50.

CAFE. — 40 sacs Haiti, bon oril., coloré, 62 1/2; 120 id. Havane, de 70 à 75 c.

INDIGO. — 30 caisses Bengale pour l'exportation, 9 95.

CAISSA. — 576 Fernambouc sales, sacs, 25; 343 Bahia, sacs, 67 1/2.

BOIS. — 32 fûts de Cayenne, entre, 2 60.

BOIS. — 5 millions Lima, 21 f.

POISSON. — 4 barils d'Amérique, tre sorte, 60 f.

NOUVEAU. — 12,000 hect., à livrer en 1857, l'hect., 6 25.

SOIE. — 25 fûts de Russie, à livrer par la Jean-Jacques, 50 30; 18 id., id., à livrer, 60 50.

SPECTACLES DU 14 NOVEMBRE.

7 h. Opéra. — Première représentation d'Esmeralda.

8 h. Français. — Marie.

8 1/2 Opéra-Comique. — Le Postillon.

9 h. Opéra.

9 1/2 Vaudeville. — La Femme de l'Epicier, Pierre, Un Bal.

9 3/4 Variétés. — Kean, Epée de mon père, le Passé.

10 h. Gymnase. — Mistris Siodons. Un Bonheur ignoré, Michel.

10 1/2 Palais-Royal. — Deux Complices, Voltaire, Scandale, Georgine.

11 h. Porte-Saint-Martin. — La Grande Duchesse, L'Avanture, 30 Ans.

11 1/2 Gaîté. — Dolorès, Ecaille, Spectre.

12 h. Folies. — Sophie, la Cocarde, la Gifle.

12 1/2 Ambigu. — Un Serment de femme, Nabuchodonosor.

13 h. Porte-Saint-Antoine. — Fille du Danube, l'Art, les Pages, Casque.

14 h. Diorama. — Temple de Salomon, Messe de Minuit, Vallée de Guldau en Suisse.

Le Rédacteur en chef, gérant responsable, ÉMILE DE GIRARDIN

— L'institution Pellassy de l'Ouse, rue d'Enfer, 67, qui n'admet qu'un petit nombre d'élèves, en a présenté deux cette année aux examens pour l'école Polytechnique. Ces deux candidats ont été admis.

— La *Biographie universelle et portative des Contemporains*, par Rabbe Vieilh de Boisjolin et Ste-Preuve, qui paraît en ce moment, est un livre indispensable à tous ceux qui s'occupent de politique, de littérature et de sciences. C'est en effet un vaste répertoire où se trouvent, à côté des noms de tous les hommes célèbres du monde, depuis 1720 jusqu'à ce jour, tous leurs titres à la célébrité, c'est-à-dire d'innombrables documents politiques, scientifiques et bibliographiques. Ce livre est en outre d'un bon marché inconnu jusqu'à ce jour, dans les ouvrages de ce genre.

— Nous apprenons que le gouvernement vient de prendre sous sa protection l'œuvre des Bollandistes latins (*Acta sanctorum*), principale publication de la Société agiographique que nous avons annoncée dans notre numéro du 28 octobre dernier; aussi ne sommes-nous pas surpris que les actions de cette société soient si rapidement placées, et tout nous paraît lui présager le succès auquel elle a droit d'aspirer.

Paris. — Imprimerie de BETHUNE et FLON, rue Vaugirard, n° 36.

Laiterie des familles. — L'emploi du lait est si général à Paris, soit pour les personnes en bonne santé, soit pour les malades, et la qualité de celui que l'on y trouve généralement est si mauvais, que je crois faire une chose utile aux médecins et au public en leur signalant l'existence d'une nouvelle laiterie rue de Richelieu, n° 42, sous le nom de *Laiterie des Familles*, et à l'instar de celles qui existent en Angleterre, par un propriétaire de biens ruraux à l'île-Adam (arrondissement de Pontoise). Les avantages qu'offre cette laiterie tiennent à la belle situation de l'île-Adam, au transport du lait dans des voitures bien suspendues, au choix des vaches, à l'emploi de flacons de cristal au lieu de vases de fer blanc; rien, en un mot, n'est négligé dans cet établissement sous le rapport de l'utilité, de la propreté et de l'élégance. Convaincu de la bonne qualité du lait fourni, je le répète, en signalant cette entreprise, qui me paraît devoir être encouragée par mes confrères.

CHEZ L'ÉDITEUR,
RUE JACOB, 49.
Faubourg Saint-Germain.

BIOGRAPHIE

UNIVERSELLE ET PORTATIVE DES

CONTEMPORAINS

ET DES HOMMES CÉLÈBRES DE TOUS LES PAYS,

DEPUIS 1720 JUSQU'À CE JOUR,

PAR MM. RABBE, VIEILH DE BOISJOLIN ET SAINTE-PREUVE.

CINQ FORTS VOLUMES IN-8°, A DEUX COLONNES, ÉDITION COMPACTE, CONTENANT LA MATIÈRE DE 80 VOLUMES IN-8° ORDINAIRES.

PRIX DES CINQ VOLUMES : 40 FRANCS.

Cette *Biographie des Contemporains* est LA PLUS COMPLÈTE, LA PLUS COMMUNE et LA MOINS CHÈRE de toutes celles publiées jusqu'ici. LA PLUS COMPLÈTE, car, LA SEULE PUBLIÉE DEPUIS LA RÉVOLUTION DE JUILLET, elle contient dans ses VINGT MILLE BIOGRAPHIES non seulement la Vie de tous les Hommes célèbres des cent dernières années, mais aussi celle des Hommes nouveaux depuis 1830 sur la scène politique, littéraire, scientifique et industrielle; elle est la seule, en outre, où LA BIOGRAPHIE AIT ÉTÉ FAITE AVEC UN SOIN PARTICULIER. LA PLUS COMMUNE, car, au moyen d'un caractère compacte, fondu express par Didot, elle renferme, dans CINQ VOLUMES SEULEMENT, LA VALEUR DE QUATRE-VINGTS VOLUMES IN-8° ORDINAIRES. LA MOINS CHÈRE, car elle ne coûte que QUARANTE FRANCS, prix qui dépassait de beaucoup la simple reliure des autres ouvrages de ce genre.

SE TROUVE DÈS À PRÉSENT CHEZ TOUS LES LIBRAIRES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER.

OUVRAGE
TERMINÉ.
(Affranchir.)